

« Cette année a été la plus longue de ma vie » : en Israël, une économie à bout, un an après le 7 Octobre

SÉRIE (4/4). Depuis les attaques du 7 octobre, les entreprises israéliennes font face à de nombreuses difficultés, entre la désertion des touristes, les pénuries de main-d'œuvre et la difficulté à opérer en plein conflit.

Par [Robin Korda](#), envoyé spécial à Jérusalem (Israël)

Le 6 octobre 2024 à 11h13



Marché Mahane Yehuda (Israël), le 2 octobre. Cette année, 60 000 entreprises devraient mettre la clé sous la porte, soit 50 % de plus qu'à l'habitude. Debbie Hill/UPI/MAXPPP

[La guerre se joue aussi là](#), dans les mouvements de balancier de la chaise de Qader. Dans un recoin du souk de Jérusalem, en Israël, ce commerçant de 58 ans passe ses journées devant sa boutique, le regard triste. Quelques-uns de ses collègues tentent bien

d'alpaguer le passant. Les vieilles habitudes restent. La ville sainte a toujours eu son cœur battant dans ce dédale de ruelles pentues. « Cette année a été la plus longue de ma vie », soupire le vendeur.

[Dans la foulée du 7 Octobre](#), les touristes ont fui le pays comme un seul homme : 76 % de visiteurs étrangers en moins, au premier semestre 2024. Tous les secteurs ou presque souffrent. Selon les prévisions de la société d'études Coface-BDI, 60 000 entreprises devraient mettre la clé sous la porte cette année, soit 50 % de plus que durant une année habituelle.

Les premiers mois suivant les attaques du Hamas, surtout, ont paralysé la nation. Les magasins restent fermés. Les centres-villes, déserts. Les écoles n'accueillent plus les élèves. Plus de 300 000 réservistes rejoignent l'armée. Partout, la main-d'œuvre manque. Les travailleurs immigrés regagnent leur pays d'origine. Les champs, dans lesquels s'échinaient de nombreux Asiatiques, se retrouvent en friche.

Un nouveau front au nord

Michal Havivan, 42 ans, tient une ferme bio près d'Ashkelon, dans le sud du pays. « Encore aujourd'hui, un an après, on a seulement 50 % de nos effectifs », décompte-t-elle. Ces dernières semaines, [l'escalade de tensions au nord du pays, face au Hezbollah libanais](#) et son [allié iranien](#), pousse les compagnies aériennes à annuler leurs vols. Le ciel se ferme. Les nouveaux ouvriers n'arrivent pas.

Près du kibboutz Dan, à 3 km de la frontière libanaise, Yuval Grudak a cofondé la marque de boissons gazeuses naturelles Growper il y a quatre ans. La start-up cartonne, signe des contrats pour une distribution en Europe, conçoit de nouveaux produits, et puis, la guerre éclate. L'armée évacue la région. Les produits prennent la poussière au hangar. Les sept employés se dispersent aux quatre coins du pays. « On préfère ne pas se plaindre, souligne le patron de 42 ans. On a perdu de l'argent, mais des concitoyens perdent beaucoup plus. »

Au nom de la sécurité de la nation, les autorités ont banni en outre près de 160 000 Palestiniens qui travaillaient en Israël avant le 7 octobre. Billy Rubin, une entrepreneuse du BTP, se retrouve soudain privée de la majorité de ses salariés. « Il semble peu probable qu'ils reviennent bientôt... et même s'ils le faisaient, rétablir la confiance sera difficile », anticipe-t-elle.

« Je ne sais pas combien de temps on va tenir »

Avant le 7 Octobre, elle gérait cinq grands projets par an dans Tel-Aviv, surtout des constructions d'immeubles haut de gamme. Elle peine désormais à en trouver un seul. Sa société subit d'énormes pertes. « Je ne sais pas combien de temps on va tenir, lâche-t-elle. Je survis au jour le jour, en essayant de penser en dehors des sentiers battus. » Récemment, elle s'est tournée vers le service pénitentiaire pour intégrer d'anciens détenus.

Sur l'année, Israël enregistre pour l'heure une croissance de PIB de 1,2 %, contre 6,5 % en 2022. En mer Rouge, les Houthis attaquent les navires en solidarité avec Gaza. Le commerce maritime faiblit. Les prix augmentent. La consommation régresse. Dans le même temps, l'État doit soutenir un effort de guerre conséquent. Rien qu'en défense, chaque intercepteur du [Dôme de fer](#) coûte entre 35 000 et 45 000 euros.

« La guerre la plus longue et la plus coûteuse »

« Nous sommes dans [la guerre la plus longue et la plus coûteuse](#) de notre histoire, avec des dépenses de 200 à 250 milliards de shekels (50 à 60 milliards d'euros) », concédait début septembre le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich. Ces prévisions ne prenaient sans doute pas encore en compte la nouvelle dimension du conflit, ces jours-ci face à l'Iran. Un ennemi autrement mieux armé que le Hamas.

[À lire aussi](#) Moyen-Orient : pourquoi le nucléaire est au cœur du conflit entre Iran et Israël

Réparer les dégâts coûtera aussi plusieurs milliards. En un an, la dette est passée de 60 % du PIB à un peu moins de 80 %. Les trois grandes agences de notation ont dégradé la note d'emprunt du

pays cette année. « Nous soutiendrons cet effort jusqu'à la victoire, assume le Premier ministre, Benyamin Netanyahou. Sans ça, il n'y aura pas de sécurité et sans sécurité, il n'y aura pas d'économie. » Pour y parvenir, plusieurs mesures sont déjà annoncées : l'augmentation de la TVA, le gel des salaires dans le secteur public ou encore la suspension d'avantages fiscaux.

"This year has been the longest of my life": In Israel, an economy on the brink, one year after October 7th

SERIES (4/4). Since the attacks of October 7th, Israeli businesses have faced numerous difficulties, including the departure of tourists, labor shortages, and the challenge of operating during a conflict.

By Robin Korda, special correspondent in Jerusalem (Israel)
October 6, 2024, 11:13 AM

Mahane Yehuda Market (Israel), October 2. This year, 60,000 businesses are expected to close down, 50% more than usual. (Debbie Hill/UPI/MAXPPP)

The war is also being fought here, in the back-and-forth movement of Qader's chair. In a corner of the Jerusalem souk, this 58-year-old shopkeeper spends his days in front of his store, with a sad look in his eyes. Some of his colleagues try to grab the attention of passersby, clinging to old habits. The holy city has always had its heart beating in this maze of steep alleys.

"This year has been the longest of my life," sighs the vendor.

In the wake of October 7th, tourists fled the country in droves: foreign visitors dropped by 76% in the first half of 2024. Almost all sectors are suffering. According to the study by Coface-BDI, 60,000 businesses are expected to close this year, a 50% increase compared to a regular year.

The months following the Hamas attacks particularly paralyzed the nation. Stores remained closed, downtown areas became deserted, and schools stopped welcoming students. Over 300,000 reservists were called back into the army. Labor shortages are widespread, as immigrant workers return to their home countries. Fields that used to rely on many Asian workers are now left fallow.

A new front in the north

Michal Havivan, 42, who runs an organic farm near Ashkelon in the south, explains: "Even now, a year later, we only have 50% of our workforce." In recent weeks, rising tensions in the north, facing Hezbollah in Lebanon and its Iranian ally, have led airlines to cancel their flights. The sky is closing. New workers are not arriving.

Near Kibbutz Dan, 3 kilometers from the Lebanese border, Yuval Grudak, co-founder of natural soda company Growper, witnessed the success of his startup. The company signed contracts for European distribution and was developing new products, but then the war broke out. The army evacuated the area, and the products gathered dust in the warehouse. The seven employees scattered across the country. "We prefer not to complain," said the 42-year-old boss. "We lost money, but others are losing much more."

In the name of national security, authorities also banned around 160,000 Palestinians who worked in Israel before October 7th. Billy Rubin, a construction entrepreneur, suddenly lost the

majority of her employees. "It seems unlikely they will return soon... and even if they did, restoring trust will be difficult," she anticipated.

"I don't know how long we can hold on," she added.

Before October 7th, she managed five large projects a year in Tel Aviv, mainly high-end buildings. Now, she struggles to find even one. Her company is suffering huge losses. "I survive day by day, trying to think outside the box." Recently, she turned to the prison service to employ former inmates.

For the year, Israel is currently seeing GDP growth of 1.2%, compared to 6.5% in 2022. In the Red Sea, Houthis are attacking ships in solidarity with Gaza. Maritime trade is slowing down. Prices are rising. Consumption is declining. Meanwhile, the state must support a significant war effort. Just one Iron Dome interceptor costs between 35,000 and 45,000 euros.

"The longest and most expensive war"

"We are in the longest and most expensive war in our history, with expenditures between 200 and 250 billion shekels (50 to 60 billion euros)," admitted Israeli Finance Minister Bezalel Smotrich at the beginning of September. These predictions likely did not yet account for the new dimension of the conflict with Iran, a far better-armed enemy than Hamas.

Repairing the damage will also cost billions. Over the year, the national debt has risen from 60% of GDP to just under 80%. The three major rating agencies have downgraded Israel's credit rating this year.

Prime Minister Benjamin Netanyahu emphasized, "We will support this effort until victory. Without it, there will be no security, and without security, there will be no economy." To achieve this, several measures have already been announced: an increase in VAT, a freeze on public sector wages, and the suspension of tax benefits.